

PROJET /GILSS DIAPER II
ANIMATION LOCALE BASEE A BAMAKO

BILAN DE FIN DE PROJET
\$ MALI - MAURITANIE \$

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

DIAPER /ALB/DOO4/B/1992

MARS 1992

PROJET /CILSS DIAPER II
ANIMATION LOCALE BASEE A BAMAKO

BILAN DE FIN DE PROJET
\$ MALI - MAURITANIE \$

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

DIAPER /ALB/DOO4/R/1992

FEVRIER 1992

S O M M A I R E

1 ANIMATION LOCALE

- (1) Rappel du Programme de l'Animation.
 - 1.1 Activités de l'Animation
 - 1.2 Budget et Exécution Budgétaire au 31-12-1991
 - 1.3 Situation Budgétaire Prévisionnelle au 30-04-1992
 - 1.4 Etat Récapitulatif et Niveau d'Exécution des Programmes Suivis par l'ALB

2 MALI

- 2.1 Rappel du Programme au Mali
- 2.2 Etat d'Exécution du Programme
- 2.3 Bilan Institutionnel et Technique
 - 2.3.1 Sur la Composante Nationale
 - 2.3.2 Sur les Structures d'Exécution du Programme
 - 2.3.3 Sur la Coordination du Programme
 - 2.3.4 Sur la Capacité de Poursuite du Système Organisationnel
- 2.4. Bilan Administratif et Financier
 - 2.4.1 Sur les aspects administratifs
 - 2.4.2 Sur le plan Financier
 - 2.4.3 Exécution Budgétaire
- 2.5 Problèmes et Contraintes

3 MAURITANIE

- 3.1 Rappel du Programme
- 3.2 Etat d'Exécution du Programme
- 3.3 Bilan Institutionnel et Technique
 - 3.3.1 Sur les Structures d'Exécution du Programme
 - 3.3.2 Sur la Composante Nationale
 - 3.3.3 Sur la Coordination du Programme
 - 3.3.4 Sur la Capacité de Poursuite du Système Organisationnel
- 3.4 Bilan Administratif et Financier
 - 3.4.1 Sur le Plan Administratif
 - 3.4.2 Sur le Plan Financier
 - 3.4.3 Exécution Budgétaire
- 3.5 Problèmes et Contraintes

4 Conclusion et Perspectives

5. ANNEXES

- 5.1 Inventaire Matériel et Mobilier ALB
- 5.2 Inventaire Matériel DIAPER I et DIAPER II MALI
- 5.3 Inventaire Matériel DIAPER I et DIAPER II MAURITANIE
- 5.4 Programme et Budget de Transition MALI
- 5.5 Programme et Budget de Transition MAURITANIE

- 5.a Budget et Exécution Budgétaire de l'ALB
- 5.b Situation Budgétaire Prévisionnelle au 30 Avril 1992 de l'ALB.
- 5.c Etat Récapitulatif et Niveau d'Exécution des Programmes Suivi par ALB.
- 5.d Budget et Exécution Budgétaire CN Mauritanie

(1) L'ANIMATION LOCALE

1 Rappel du Programme de l'Animation

Conformément à son programme de travail, les actions de l'ALB ont été centrées sur :

(a) Les activités régulières de gestion administrative et financière de l'ALB, le suivi technique, administratif et financier des programmes exécutés par les Composantes Nationales du Mali et de la Mauritanie ;

(b) Les initiatives et les opérations destinées à conforter les activités d'Animation et de Coordination en faveur des Composantes ;

(c) Le suivi et la collecte des informations relatives à la situation alimentaire dans les deux pays ;

(d) Les appuis potentiels et l'assistance directe à diverses structures impliquées dans le processus de collecte, de traitement et de diffusion de l'information ;

(e) L'Assistance aux différentes interventions externes (Missions de l'ECA/DIAPER, structures et organismes connexes, Système CILSS, etc ...).

1.1 Activités de l'Animation

Au cours de la période écoulée (Avril 1991- Février 1992), l'exécution des programmes a permis :

(a) Différentes opérations de portée générale et notamment :

*l'élaboration périodique des rapports et notes sur la situation administrative et financière de l'ALB et des CN ;

*la tenue de plusieurs réunions de travail avec la CN Mali ;

*la réalisation de quatre missions en Mauritanie pour les besoins de l'ECA et du suivi du programme de la Composante Mauritanienne ;

*l'organisation du Séminaire Régional CILSS/DIAPER sur la Gestion de l'Information pour la Sécurité Alimentaire (Juin 1991) ;

*les préparatifs du Séminaire sur la Commercialisation du Bétail et des Produits Animaliers prévu en Mars 1992 en Mauritanie (Nouakchott) ;

*la poursuite et la consolidation des rapports de l'ALB avec ses partenaires locaux grâce à son assiduité aux différentes manifestations (réunions périodiques du Système d'Alerte Précoce (SAP), la Commission Nationale de Suivi de la Commercialisation, Système d'Information sur les Marchés Céréaliers (SIM,) et les visites périodiques aux membres et organes du PMRC au Mali, et du Comité de Programmation alimentaire en Mauritanie.

(b) De soutenir, participer et/ou effectuer certaines actions spécifiques dont :

*La finalisation du recensement du Cheptel au Mali (mise en place de la 2ème phase, exploitation et traitement de l'enquête) ;

*La visite du dispositif de l'enquête Agricole dans certaines régions de la Mauritanie ;

*La mission conjointe CILSS/FAO sur l'Evaluation de la Campagne Agricole 1991/92 au Mali;

* Les missions d'appui technique d'Alain BRILLEAU (Mai/Septembre/Novembre 1991, Janvier et Février 1992) au Mali.

*La mise en place de l'enquête Bilan Animalier avec la DNE au Mali;

*Les réunions et séminaires organisés par DIAPER sur le bilan de la Campagne Agricole à Banjul (Novembre 1991) et sur les enquêtes de Consommation de Céréales en Milieu Rural et Urbain (PRAIA Décembre 1991).

1.2 Budget et Exécution Budgétaire de l'ALB au 31 /12/1991

*Au titre de l'année 4 le budget de l'ALB se chiffre à 39.680.000 F CFA. Les engagements et dépenses au 31/12/91 portent sur 12.084.998 F CFA en dépenses de personnel et sur 7.074.639 F CFA en celles de fonctionnement ; ce qui traduit un taux d'exécution de 48,28% et un solde de 20.520.363 F CFA (voir Annexe 5.a).

1.3 Situation Budgétaire Prévisionnelle au 30 Avril 1992.

Compte tenu des dépenses prévisibles et de l'expérience de l'année 3, un solde prévisionnel de 3.906.630 F CFA pourrait constituer le reliquat de fin d'exercice ; un réaménagement budgétaire de la ligne 2.1.4 (Charges Sociales) est cependant, à prévoir. Ce réaménagement serait possible grâce au transfert provenant de la ligne 2.1.3 (Secrétaire/ Chauffeur/ Gardiens). La situation est retracée en annexe 5.b

1.4 Etat Récapitulatif et Niveau d'Exécution des Programmes Suivi par ALB (en annexe 5.c)

Du tableau indicatif, il ressort, qu'à l'exception de l'enquête Perte Céréalière suspendue par l'ECA, le programme a été exécuté dans sa globalité. Toutefois en Mauritanie, cette exécution ne concerne pas "l'Enquête Stock Paysan" et la réalisation des deux enquêtes Semence et Suivi du Marché Céréalière, reste insatisfaisante, particulièrement pour la dernière. Ces résultats traduisent les nombreux écueils à surmonter, si l'on veut pérenniser les acquis du programme en Mauritanie. Il reste aussi que la mise en place effective de la Centrale d'Information doit se poursuivre et pourrait être un point focal de la période de transition du Projet.

2. MALI

2.1 Rappel du Programme du Mali

Le Programme au Mali a porté sur les actions ci-après :

*Recensement du Cheptel ;

*Suivi du Marché à Bétail ;

- *Etude d'un Bilan Animalier ;
- *Enquête Pilote Perte Céréalière ;
- *Renforcement de la Coordination et Gestion de la Centrale d'Information.

2.2 Etat d'Exécution du Programme

* Secteur Céréale :

2.2.1 Enquête Agricole de Conjoncture (EAC)

Cette enquête qui inclut depuis la précédente Campagne (1990/91) un volet Enquête Stocks Paysans s'est exécutée conformément à la programmation. Elle a couvert toutes les régions du pays à l'exception de celles de Gao et Tombouctou (1991/92) pour des raisons de sécurité. Les résultats prévisionnels ont été disponibles à temps dès la mi-Octobre 1991 et on a noté une parfaite collaboration entre les structures co-responsables de l'enquête (DNA/DNSI) ; l'EAC reste toutefois en dehors des activités des structures() dites du secteur moderne. Ces dernières continuent d'asseoir et de suivre un dispositif d'enquête qui leur est propre.

*Les résultats définitifs de l'EAC feront l'objet d'une publication en Mai/Juin.

2.2.2 Enquête Pilote Consommation Céréalière en Milieu Rural.

L'enquête qui rentre dans le cadre de l'amélioration du bilan céréalier a démarré depuis Février 1990. Elle s'est achevée en Février 1991. Les résultats de l'enquête ont fait l'objet d'une analyse au cours du Séminaire de Décembre 1991 à PRAIA. Ils ont été jugés relativement significatifs. L'opération doit se poursuivre et intéressera également le milieu urbain dans les Programmes futurs.

2.2.3 Opération Pilote Perte Céréalière

L'opération s'est vue ajourner compte tenu du retard apporté à son exécution par l'assistance Italienne.

2.2.4 Recensement du Cheptel

L'enquête dont la préparation avait été faite depuis la 1ère année de DIAPER II n'a pu se réaliser qu'à partir de la 3ème année. Son programme s'exécute conformément au calendrier arrêté et implique trois structures (DNSI, DNE et l'OMBEVI). L'exploitation de la 1ère phase de l'enquête s'est achevée. L'exploitation et le traitement de la 2ème phase sont en cours et les dispositions arrêtées doivent permettre la publication des résultats en Mars/Avril 1992.

(*) : Opérations de Développement Rural, CMDT, etc...

Différentes missions d'appui de l'ECA ont été jugées nécessaires et ont permis de résoudre bien de problèmes techniques de cette enquête.

Il est aussi à rappeler que, pour des problèmes d'insécurité, la première phase n'a pas couvert les cercles de Kidal, et de Ménakha (Région de Gao). En attendant la réalisation d'une enquête dans ces localités, les Statistiques de la DNE seront utilisées.

2.2.5 Suivi des Marchés à Bétail

L'opération se déroule sans contraintes majeures et les préoccupations restent dominées par les souhaits de l'Autorité de voir élargir les marchés qui sont suivis et d'obtenir une information régulière sur la dynamique des marchés des pays voisins.

Un forum qui a regroupé les divers utilisateurs a été tenu au mois de Novembre 1991. Il a permis une très grande sensibilisation de même qu'il augure une meilleure collaboration entre producteurs et utilisateurs de l'information dans ce domaine. Une évaluation externe reste cependant à réaliser.

2.2.6 Etude d'un Bilan Animalier

L'opération n'a véritablement démarrée qu'en Janvier 1992 ; ce qui devrait légèrement décaler la date d'achèvement de l'étude initialement prévue pour Février 1992. Le rapport final sera remis avant fin Mars/Avril 1992.

Les différentes opérations d'enquête (abattages familiaux, information sur les mouvements du bétail dans certains postes frontaliers) ont déjà eu lieu.

2.3 Bilan Institutionnel et Technique

2.3.1 Sur la Composante Nationale DIAPER :

*la Composante Nationale a manifesté tout au long de la période d'exécution du Projet un remarquable dynamisme né de la concertation périodique et régulière de ses membres autour des actions à exécuter. Malgré le changement du Chef du File, qui s'est fait en 1991, la cohésion de l'équipe s'est poursuivie et l'on n'a dénoté aucun changement dans le dynamisme évoqué. L'efficacité de l'organisation s'en est trouvée renforcée et laisse prévoir une continuité de l'action et la préservation des acquis sans grandes difficultés.

-L'adhésion toute récente des représentants de l'OPAM/SIM et de la Direction de la Protection des Végétaux reflète l'intérêt particulier que portent les Autorités de tutelle aux Activités de la CN.

2.3.2 Sur les Structures d'Exécution du Programme :

*Le niveau d'intervention des unités d'exécution restera très certainement lié à la hauteur des moyens à dégager pour le support du programme. Un support matériel et Technique restera encore nécessaire compte tenu de la faiblesse des apports locaux.

Il est aussi que la supervision et le suivi intra/structures demeurent encore faibles et que les programmes exécutés en co-responsabilité posent des nombreux problèmes de suivi; cette dimension de l'action doit être sérieusement analysée pour les programmes futurs.

2.3.3 Sur la Coordination des Programmes :

*Malgré le volume de travail et la réorganisation de la structure Chef de File (IER), aucun relâchement de la coordination n'a été observé; une nette amélioration du travail d'équipe DNSI/DNA a été notée et la co-responsabilité DNSI/DNE/OMBEVI a été effective tout au long du déroulement de l'enquête Recensement du Cheptel.

-Ceci renforce l'idée, que la structure Chef de File responsable de la Coordination, doit rester suffisamment en amont des structures d'exécution du programme. L'expérience Malienne dans ce domaine pourrait être testée en Mauritanie.

2.3.4 Sur la Capacité de Poursuite du Système Organisationnel :

*L'organisation de la Composante Nationale et les capacités techniques des structures d'exécution sont jugées capables de poursuivre et de faire évoluer les programmes à venir. Il reste toutefois que la réussite des actions dépendra du niveau des moyens de support (disponibilités financières et appui conceptuel). Par ailleurs, la déflation du personnel en perspective posera de sérieux problèmes dans la couverture maximale de certaines enquêtes (EAC).

2.4 Bilan Administratif et Financier

2.4.1 Sur le plan Administratif :

*Le déroulement du programme n'a pas connu de problèmes administratifs majeurs. On a noté un meilleur "Partenariat" dans les enquêtes conjointes (DNA/DNSI, DNE/DNSI/OMBEVI) ce qui indique un processus de décloisonnement satisfaisant. La tendance devrait se poursuivre par la réalisation d'actions plus globalisantes. Si au niveau Central, le Partenariat est effectif, sur le plan des structures intérieures, la fluidité des rapports est plus complexe compte tenu des pesanteurs de l'appareil administratif. La réussite de l'enquête Recensement du Cheptel constitue toutefois un modèle de collaboration et d'organisation intra/structures qui pourrait servir de modèle pour les programmes futurs.

*La réorganisation en terme de l'administration (restructuration des services, redéploiement/réduction du personnel) est une opération qui ne saurait pas être sans incidence sur la structuration actuelle du Projet.

2.4.2 Sur le plan Financier

2.4.3 Budget et Exécution Budgétaire :

*La mise en place du budget de la Composante n'a pas souffert de retard. Les avances budgétaires de l'ECA ont permis de démarrer les activités en début de Campagne.

les appels de fonds sont honorés sans contraintes par la Délégation Locale CCE. Ces avances ont atteint au 31 Janvier 23.600.000 F CFA sur un budget global de 43.200.000 F CFA.

Le retard des pièces justificatives reste cependant entier, malgré les différentes réunions de la Composante Nationale sur cet sujet. Au titre de la 4ème Année 18.175.050 F CFA sur une avance de 19.600.000 F CFA étaient à justifier au 29/02/1992. Quant à la 3ème Année, le montant restant à justifier a atteint 40.166.137 F CFA ().

*Au vu des actions qui restent à réaliser, la situation financière prévisionnelle laisse prévoir un solde nul en fin de la 4ème Année.

2.5 Problèmes et Contraintes

*Au Mali, le déroulement des programmes n'a pas souffert de contraintes particulières. S'il est que certaines actions et notamment la gestion de la Centrale d'Information ont été marginalisées, la majorité des activités programmées a été exécutée.

*Pour le cas particulier de la Centrale, son affectation et sa localisation devraient être réétudiées.

*Au niveau de l'EAC qui restera l'enquête la plus dominante, l'implication des structures du secteur moderne reste toujours à rechercher. Ces structures continuent de gérer leur propre dispositif. Aussi demeurent toujours posés les problèmes de coordination et de l'harmonisation des méthodologies utilisées.

(3) MAURITANIE

3.1 Rappel du Programme

En Mauritanie le Programme exécuté a porté sur :

(a) L'appui au système permanent de collecte de l'Enquête Suivi-Prévision-Estimation de Récolte (ESPER) incluant l'enquête Stocks Paysans ;

(b) Le Suivi du Marché céréaliier ;

(c) L'enquête Pilote sur les pertes Céréalières ;

(d) L'appui à la Coordination et la Gestion de la Centrale d'Information ;

(e) L'organisation d'un voyage d'Etude pour s'enquérir de l'expérience Malienne en matière de recensement du Cheptel et la rencontre nationale Décideurs/Collecteurs de l'information.

(*) : Des pièces justificatives d'un montant de plus de 36.000.000 F CFA (3ème année) et 8.000.000 F CFA (4ème année) ont été fournies le 29 Février 1992.

3.2 Etat d'Exécution du Programme :

3.2.1 Enquête Suivi-Prévision-Estimation des Récoltes :

*La grande innovation de cette enquête a été d'intégrer le Système irrigué dans son dispositif; un nouveau bureau des Statistiques a été ouvert à cet effet dans la région de Trarza.

*Les cultures de barrages ont été également considérées comme formant une typhologie distincte et ont fait l'objet d'un échantillon particulier.

*La qualité de cette enquête quoique s'améliorant reste tributaire de la base de sondage qui devrait être réexaminée compte tenu des modifications importantes survenues dans le paysage agricole depuis 1984. La très grande hétérogénéité du personnel technique et la pesanteur administrative au niveau du Bureau Central (dispersion et mobilité des responsables techniques) constituent de contraintes de taille dans l'évolution qualitative de l'enquête.

*Par ailleurs, très peu de transfert technique semble être acquis du Projet "Assistance aux Statistiques Agricoles" exécuté par la FAO.

3.2.2 Suivi du Marché céréalier

*L'organisation et la continuité de cette enquête restent entières. Les résultats de l'opération Pilote achevée en 1991 sont toujours inexploités et non traités.

*L'exécution de cette enquête devra faire appel à d'autres structures (Office National des Statistiques, Commissariat à la Sécurité Alimentaire) compte tenu de l'expérience inconclusive du service Chef de File si l'on veut respecter l'importance accordée à cette enquête.

3.2.3 Opération Pilote

*Cette Opération devrait porter sur les pertes céréalieres dont l'exécution n'avait pas été faite lors de la Campagne précédente.

*Toutefois à l'image des différents pays, le gel de l'opération a été décidé par l'ECA, compte tenu des retards apportés dans la mise en place de la méthodologie, par la SOMEA (Assistance Technique Italienne).

3.2.4 Appui et Assistance Divers.

*Le voyage d'étude des deux responsables du Service des Statistiques au Mali a été organisé et le Séminaire Décideurs/Collecteurs sur les besoins d'information en Statistique Agricole réalisé.

3.3 Bilan Institutionnel et Technique

3.3.1 Sur la Composante Nationale :

*L'organisation de la CN de Mauritanie est considérée faible particulièrement dans les deux dernières années du Programme. La réalisation de toutes les activités programmées,

par la seule structure du service des Statistiques Agricoles qui joue le rôle de Chef de File, a vraisemblablement défavorisé l'évolution positive de toute dynamique interne de la CN.

Tout porte à croire que la CN (se confondant au seul service des statistiques) s'est vu marginalisée par le service Chef de File produisant une attitude de retrait total de la CN.

Les quelques rares réunions de la CN ont du reste toujours été de l'initiative de l'Animateur.

Une redéfinition des fonctions de la Composante et sa meilleure structuration seront de nature à améliorer sensiblement l'exécution des programmes futurs. L'expérience Malienne en la matière pourrait servir d'exemple.

3.3.2 Sur les Structures d'Exécution du Programme :

*En Mauritanie, l'ensemble des activités a été exécuté par le service des Statistiques Agricoles. L'absence d'un personnel suffisamment qualifié et la hiérarchie des priorités née des obligations du Projet conduit par la FAO ont certainement été des facteurs défavorables à l'assimilation du Programme.

*La réorganisation du service, l'affectation d'un personnel plus qualifié et le contrôle permanent des activités sont nécessaires à toute évolution positive du cadre d'exécution des programmes futurs. L'implication d'un plus grand nombre de structures publiques et parapubliques doit également être recherchée compte tenu de l'expérience vécue.

3.3.3 Sur la Coordination des Programmes :

*La coordination du programme par le service des Statistiques Agricoles n'a pas été performante. Le manque de Personnel, la multiplicité des répondants et la qualité du personnel de traitement, d'analyse et d'exploitation des résultats des enquêtes, ont été des facteurs peu favorables à la bonne évolution conceptuelle et organisationnelle des activités.

Tout porte à croire, que la coordination des programmes, se doit d'être logée dans une Structure "Neutre" et suffisamment en amont pour le suivi et le contrôle plus efficace.

*L'Office National des Statistiques, ou la Cellule de Planification du MDR pourraient être chargés d'un tel rôle.

3.3.4 Sur les Capacités de Poursuite du Système Organisationnel

*Le renforcement de la structure Centrale du programme, autant dans ses capacités d'exécution que de conception restera déterminant pour la continuité du programme.

*Toutefois la structure de coordination des programmes doit être repensée dans le but de rechercher un leadership plus reconnu. L'élargissement des structures d'exécution est également nécessaire pour redéfinir les membres de la Composante Nationale.

3.4 Bilan Administratif et Financier

3.4.1 Sur le Plan Administratif

* A ce niveau, le programme a connu très peu de problèmes, du fait d'une gestion administrative financière et technique effectuée par la même et unique structure. Il est toutefois que la mobilité du personnel de cette structure, particulièrement au niveau des responsables et le niveau qualitatif de ce dernier ont défavorisé une expérience positive qui aurait pu s'acquérir.

La réorganisation du service Chef de File, l'affectation d'un personnel en nombre et qualité requis, et l'élargissement des structures à impliquer dans le programme, sont indispensables pour les activités futures.

3.4.2 Sur le Plan Financier

3.4.3 Budget et Exécution Budgétaire

*Il n'a été observé aucune contrainte budgétaire tout au long du déroulement des activités. Les soldes positifs de fin d'exercice ont souvent constitué des avances budgétaires adéquates pour le démarrage des opérations. La souplesse et la compréhension de la Délégation Locale CCE ont permis des approvisionnements réguliers.

Les derniers décomptes obtenus de la CCE Locale font état d'un volume global des avances() consenties de 9.556.522 F UM. Le montant des justificatifs apurés à la date du 29 Janvier 1992 atteint 6.556.522 UM. Le solde prévisionnel à la même date était 7.677.478UM. (annexe 5.a)

3.5 Problèmes et Contraintes

Au niveau de l'organisation on a remarqué un étoffement du personnel technique par de nouvelles affectations et le retour de nombreux stagiaires ; Ce qui améliore positivement les actions du service des Statistiques Agricoles. Toutefois, il est toujours observé une multiplication d'opérations sans pour autant qu'existaient certaines des ressources techniques et matérielles adéquates.

La Centrale d'Information gagnerait à être redéployée au niveau d'une structure plus centrale. La Cellule de Planification du Ministère du Développement Rural, ou la Direction de l'Agriculture devrait offrir un meilleur choix.

(*) : Le budget de la CN est de 16.234.000 UM ou 49.819.000 F CFA.

4 Conclusions et Perspectives

De l'exécution du Programme, l'on peut tirer les observations ci-après :

(1) Toutes les opérations ont été menées à terme à l'exclusion:

- (a) de l'enquête Pertes céréalières (Mali et Mauritanie);
- (b) Stocks Paysans (Mauritanie);
- (c) Semence et Suivi de Marché (partiels en Mauritanie).

(2) Au plan du secteur céréalier :

(a) l'enquête Agricole continue de s'inscrire dans les priorités des deux pays. Son organisation et son exploitation se sont nettement améliorées. En Mauritanie, la particularité nouvelle de l'enquête a été de rendre effective l'intégration des cultures irriguées dans les dispositifs de Suivi, et d'avoir précisé davantage la typologie des cultures. Le traitement informatique de l'enquête est cependant à améliorer dans ce pays,

(b) le test méthodologique réussi de l'enquête Consommation de Céréales en Milieu Rural doit permettre sa généralisation au cours des campagnes à venir.

(3) Au niveau du Secteur Elevage :

(a) Le déroulement satisfaisant de l'enquête Recensement du Cheptel au Mali, doit permettre de conduire une opération similaire en Mauritanie;

(b) La poursuite de l'enquête Suivi des marchés à Bétail au Mali, devra s'accomoder d'une évaluation globale de cette opération;

(c) Au niveau des perspectives immédiates, il s'agit de finaliser toutes les opérations avant le 30 Avril 1992 et de sensibiliser les Etats sur un programme minimum d'une phase transitoire du DIAPER.

A N N E X E S

5.a
CILSS/Projet DIAGNOSTIC PERMANENT
ANIMATION LOCALE DE BAMAKO
REPUBLIQUE DU MALI
BP:2540 TEL:22-29-32

SITUATION SUR L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 31/12/91

Code	Rubrique	Dépenses		Budget	Solde
		Antérieures	Actuelles	Cumul	
II	FONCTIONNEMENT				
2.1	Personnel				
211	Animateur	5.850.000	1.975.000	7.825.000	4.175.000
212	Indem.cadres (Assistante)	1.198.165	388.840	1.587.005	812.995
213	Secrét./Chauf./Gard.	1.477.313	489.334	1.966.647	2.113.353
214	Charges sociales	706.346	0	706.346	293.654
215	Licenciements	0	0	0	5.300.000
	S/Total 2.1	9.231.824	2.853.174	12.084.998	7.395.002
2.2	Fonctionnement				
221	Carburant/Entret./Assur.	948.650	88.340	1.036.990	563.010
222	Fournit.bureau/Inf.	313.120	21.750	334.870	1.365.130
223	Télex/Téléphone	904.545	656.765	1.561.310	938.690
224	Missions	805.900	691.000	1.496.900	1.503.100
225	Réunions coordinat.	0	0	0	1.500.000
226	Contrib.charges locatives	2.400.000	0	2.400.000	1.200.000
	logement/bureau				
227	Provision/Imprévus	178.568	66.001	244.569	755.431
	S/Total 2.2	5.550.783	1.523.856	7.074.639	7.825.361
	S/Total II	14.782.607	4.377.030	19.159.637	120.520.363

5.b ALB

Situation Budgétaire Prévisionnelle
Au 30 Avril 1992

RUBRIQUES	Budget	Dépenses au 31/12/91	Soldes au 31/12/91	Dép. Prév. au 30/04/92	Cumul Année	Soldes au 30/04/92
2.1 PERSONNEL						
*Animateur	12.000.000	7.825.000	4.175.000	3.950.000	11.735.000	225.000
*Inde/Cadre(Assis.)	2.400.000	1.587.005	812.995	777.680	2.364.655	35.315
*Secré./Chauf./gard.	4.080.000	1.966.647	2.113.353	978.668	2.945.315	1.134.685
*Charges Sociales	1.000.000	706.346	293.654	18.495.926	(1.555.938)	(555.938)
*Licenciement	5.300.000		5.300.000	4.417.793	4.417.793	882.207
Sous Total 2.1	24.780.000	120.84.998	12.695.002	10.973.733	23.058.731	1.721.269
2.2 Fonctionnement						
*carb./entre./Assura.	1.300.000	1.036.990	563.010	(520.000)	1.556.990	43.010
*Fournitures./bu/Info.	1.700.000	334.870	1.365.130	(600.000)	934.870	765.130
*Télex/téléph.	2.500.000	1.561.310	938.690	700.000	2.261.310	238.690
*Missions	3.000.000	1.496.900	503.100	1.020.000	2.516.900	483.100
*Réunions. Coord	1.500.000		1.500.000	(1.000.000)	1.000.000	500.000
*Gestion/Location	3.600.000	2.400.000	200.000	(1.200.000)	3.600.000	0
*prov/Imprevus	1.000.000	244.569	755.431	(600.000)	866.565	155.431
Sous Total 2.2	14.900.000	7.074.639	7.825.361	5.640.000	12.714.639	2.185.361
Total	39.680.000	19.159.637	20.520.363	16.613.733	35.773.370	3.906.630

ETAT RECAPITULATIF ET NIVEAU D'EXECUTION DES
PROGRAMMES SUIVIS PAR L'ALB

* RP	=	Résultats partiels
* RD	=	Résultats définitifs

5.d MAURITANIE

EXECUTION BUDGETAIRE AU 29/01/92 (en UM)

Rubriques	BUDGET	Dép. au 29/01/92	Soldes au 29/01/92
* Enquêtes Agricoles			
. Fonctionnement	9.097.000	4.517.768	4.579.232
. Formation	310.000	148.820	161.180
. Imprevu	150.000	105.803	44.197
. Stock paysan	1.165.000	31.600	1.133.400
* Enquêtes sur marché	1.452.000	626.340	825.660
* Enquêtes Pilotes P. Céréale	1.500.000		1.500.000
* Coord./Gestion Cent. Info.	90.000		90.000
* Séminaire	250.000	198.495	51.505
* Voyages d'études au Mali	220.000	222.696	(2.696)
* Divers (Autorisation ECA)		(705.000)	
TOTAL	14.234.000	6.556.522	7.677.478

5.1

INVENTAIRE DU MATERIEL EXISTANT
DANS LES BUREAUX DE L'ALB
(CESSION OSCE)

Désignation	Qté	Date	Etat*
		!acquisit.	!bon!pas.!h. usage
Fauteuil tournant A.R	! 2 !	1985	! X !
Armoire bureau 2 portes	! 2 !	1985	! X !
Chaise métallique	! 6 !	1985	! X !
Table blanche en bois 0,7x1,5	! 1 !	1985	! X !
Bureau bois 1/2 ministre	! 1 !	1985	! X !
Micro computer Olivetti M24	! 1 !	1985	! X !
Machine à écrire Elite ET 115	! 1 !	1985	! X !
Imprimante PR 17-B	! 1 !		! X !
Etagère 9 casiers + 1 porte	! 1 !		! X !
Chaise noire bureau	! 3 !		! X !
Photocopieur Canon NP 270	! 1 !		! X !
Photocopieur Canon 3225	! 1 !		! X !
Table blanche en bois	! 1 !		! X !
Bureau ministre	! 1 !		! X !
Tableau d'affichage	! 5 !		! X !
Paravent	! 1 !	1986	! X !
Table ordinateur	! 2 !	1986	! X !
Etagère 5 casiers	! 1 !	1986	! X !
Armoire 3 portes + 1 socle	! 1 !	1986	! X !
Extincteur	! 1 !		! X !
Fauteuil tournant	! 2 !	1987	! X ! X
Table basse carrée en bois	! 1 !	1987	! X !
Fauteuil en bois + shai blanc	! 4 !	1987	! X !

Table rectangulaire bois	! 1 !	1987	! X !	!
Ordinateur M 24 Olivetti SP	! 1 !	1987	!	X !
Table de conférence	! 1 !	1988	! X !	!
Fauteuil de conférence	! 4 !	1988	! X !	!
Table 2 x 1 x 0,75	! 1 !	1988	! X !	!
Table 1 x 0,75 x 0,70	! 1 !	1988	! X !	!
Etagère 6 casiers 4 portes	! 1 !	1989	! X !	!
Voiture peugeot 405	! 1 !	1989	! X !	!
Climatiseur carrier 1,5 CV	! 1 !	1989	! X !	!
Bureau métallique	! 1 !	1989	!	X !
Fauteuil Skai bordeaux	! 8 !		! X !	!
Table rect. 120 x 100 bois vernis	! 1 !	1990	! X !	!
Table 100 x 65 bois vernis	! 1 !	1990	! X !	!
Banquette	! 2 !		! X !	!
Table basse camée	! 1 !		! X !	!
Armoire 5 casiers 4 portes	! 1 !		! X !	!
Petite table basse d'angle	! 1 !		! X !	!
Stabilisateur (500 W)	! 1 !	1985	!	X !
Ecran monochrome	! 1 !	1986	!	X !
Jerrican	! 4 !	1987	! X !	!
Mobylette Camico	! 1 !	1988	!	X
Land Rover	! 1 !	1988	! X !	!
Balance	! 4 !	1988	!	X
Imprimante Olivetti DM 600 S	! 1 !	1989	! X !	!
Onduleur Micropac SX 600	! 1 !	1989	! X !	!
Dictionnaire Petit Robert	! 1 !	1987	! X !	!
Relieuse à peigne	! 1 !	1989	! X !	!

Boîtes à rangement pour disquettes	4	1986	X	
Climatiseur Zenith Air	1	1989	X	
Groupe électrogène	1	1987	X	
Stabilisateur 250 VA	1		X	
Machine à calculer	1		X	

LES LOGICIELS

FRAMEWORK II	1	1986	X	
DBASE III	1	1985	X	
BYLINE	1	1989	X	
TABLE SPSS	1	1989	X	
CHART	1	1985	X	

* pas. = passable
h. usage = hors usage

INVENTAIRE DU MATERIEL EXISTANT
LOGEMENT DE M. ADAMA SY
(CESSION M. FROWEIN)

Désignation	Qté	Date	Etat*
		!acquisit.	!bon!pas.!h. usage
Ensemble chaises, table en tara	1	1985	X
Lit 2 places en bois blanc	1	1985	X
Lit 1 places en bois blanc	2	1985	X
Table à manger	1	1985	X
Bibliothèque laquée 5 portes	1	1985	X
Tables en bois	2	1985	X
Armoire à pharmacie	1	1985	X
Table + 6 fauteuils de jardin	1	1985	X
Tables pour enfant	2	1986	X
Commode 3 tiroirs	1	1986	X
Extincteur	1		X
Climatiseur Zenith Air 65509046	1	1988	X
Meuble de rangement	1	1986	X
Chaises salle à manger	8	1988	X
Salon en bambou	1	1988	X
Etagère bois rouge	1	1988	X
Réfrigérateur Zerowat	1	1988	X
Cuisinière Boréal	1		X
Armoire blanche laquée en bois	1	1987	X
Bibliothèque avec tiroir	2	1987	X
Matelas marque TREKA	5	1987	X
Climatiseur Zenith Air 1 CV	1	1990	X
Bureau enfant	1	1990	X

Table pliante murale	!	1	!	1990	!	-	!	X	!
Commode	!	1	!		!		!	X	!
Armoire dans le mur	!	1	!		!		!	X	!
Ensemble étagère (6 pièces)	!	1	!		!		!	X	!
Armoire 2 portes blanches	!	1	!		!		!	X	!
Placard	!	1	!		!		!	X	!
Table blanche	!	1	!		!		!	X	!
Lit sans matelas	!	1	!		!		!	X	!
Table blanche	!	1	!		!		!	X	!

* pas. = passable
h. usage = hors usage

5.2 MALI

Matériels acquis en Phase II
(Inventaire du 31 Janvier 1992)

Nature	Quantité				Structures	Etat	
	1988/89	1989/90	1990/91	1991/92		Bon	Pass. H. Usage
Doubles décimètres	40	20	-	-	DNA		
Boussoles	40	15	-	35	DNA	35	40 15
Dynamomètres	40	20	-	-	DNA	20	10 30
Mobylettes Camico	40	15	-	-	DNA	-	15 40 (sur le terrain)
Machines calculatrices Programmables	3	2	-	1	DNA	5	1 (deux au niveau central)
Armoires	3		-	-	DNA	-	3 -
Machines à calculer portatives		50	-	-	DNA	50	- (sur le terrain)
Balances (ECO)		12	-	-	DNSI		
Cantines (ESP)		7	-	-	DNSI		
Matériels de (1) précision			-	CF BOUS- SOLE			
Lecteur Micro			-	1	DNA	1	- en cours d'acquisition au niveau central

(1) : Prévu en 1991/92. La nature et le nombre sont à préciser par la structure concernée.
(35 boussoles, 1 calculatrice programmable).

5.3

MAURITANIE

Matériels acquis au titre de DIAPER I et
DIAPER II

	DIAPER II				DIAPER I			
Désignations	Nature/Type	Quantité	Observations	Nature/Type	Quantité	Observations	Bons ! M ! H, U	
			Bons ! M ! H, U				Bons ! M ! H, U	
Voiture	Rover/Berline	1	*					
Voiture	Renault/Berline	1	Acquisition!	LR Santana	1	*		
Motos	HONDA	6	*	Honda	12	6	6	
Mobylette	Peugeot	1	*					
Bureau		5	*					
Chaises		15	*					
Tables Dépouille		6	*					
Calculatrices	Casio	10	*		15		*	
Jallons		100	*				*	
Mètres/Rubans		20	*		40		*	
Micro				Olivetti M 24	1		*	
Imprimante					1		*	
Boussoles					40		*	
photoco.					1		*	
Mach. écrire					3		1	

M = Moyen

H U = Hors Usage

BUDGET PREVISIONNEL DNSI DE
L'ENQUETE AGRICOLE DE CONJONCTURE 1992/1993 (PHASE INTERIMAIRE
PROJET DIAPER)

RENFORCEMENT SYSTEME COLLECTE STATISTIQUES AGRICOLES
 ENQUETE AGRICOLE DE CONJONCTURE DNA/DNSI
 ENQUETE ESTIMATION STOCKS PAYSANS

1-EQUIPEMENT : Néant

2- FONCTIONNEMENT

2.1 Réparation mobylettes

15.000 F (forfait) * 20 = 300.000

2.2 Enquêteurs

Frais de déplacement

10.000 FCFA/Enq. * 40 Enq. * 5 mois = 2.000.000

Primes enquêteurs stocks paysans 5.000 * 112 = 560.000

Fonctionnement mobylettes

20 l * 340 F/l * 40 * 5 mois = 1.360.000

Sous Total 2.2 = 3.920.000

2.3 Contrôleurs

Frais de déplacement

10.000 F * 30 * 5 mois = 1.500.000

Prime Enquête Stocks Paysans

1.000 F * 112 SE = 112.000

Fonctionnement mobylettes

25 l * 340 F/l * 30 * 5 mois = 2.275.000

Carburant contrôleurs Enq. Stocks Paysans

5 l * 340 F/l * 112 SE = 190.000

Sous Total 2.3 = 4.077.000

2.4 Supervision

2.4.1 - Niveau régional

Frais de déplacement superviseurs

DNSI: $3.000 \text{ F/j} * 30 \text{ j} * 7$ = 630.000

Perdiem chauffeurs Enquête agricole

$2.000 \text{ F/j} * 30 \text{ j} * 7$ = 420.000

Perdiem Superviseur Enq. Stocks Paysans

$3.000 \text{ F/j} * 5 \text{ j} * 7$ = 105.000

Perdiem chauffeurs Enq. Stocks Paysans

$2.000 \text{ F/J} * 5 \text{ j} * 7$ = 70.000

Sous Total 2.4.1

= 1.225.000

2.4.2 - Niveau national: voir DNA

2.5 Frais de subsistance pendant la formation

$1.000 \text{ F/j} * 10 \text{ j} * 70$ = 700.000

2.6 Fonctionnement bureau (forfait) : voir DNA

2.7 Papeterie, traitement et publication = 500.000

2.8 DNSI : Reproduction questionnaires = 500.000

TOTAL FONCTIONNEMENT = 11.222.000

. 19 FEV. 1997

PROJET DIAGNOSTIC PERMANENT

PROGRAMME DE SUIVI DES MARCHES A BETAIL

BUDGET PREVISIONNEEL POUR LA PERIODE JUILLET 1992 - DECEMBRE 1992

- Carburant et entretien véhicule (Supervision)	900.000
- Carburant mobylettes (340 F x 10 x 301 x 6 mois) ...	612.000
- Entretien mobylettes	250.000
- Fournitures de bureau	600.000
- Primes Enquêteurs : 4000 F x 30 x 6	720.000
- Perdiems superviseurs : 5000 F x 3 x 30 j	450.000
- Perdiems chauffeurs : 1500 F x 45 j	67.500
- Diffusion	250.000
- Imprevus	150.500
 TOTAL	 4.000.000

5.5

MAURITANIE

Budget Programme Phase de transition (en UM)

(1)	Enquêtes Agricoles	Nbre	Ind/J	Budget (6 Mois)
1.1.	Personnel			
1.11	Niveau Central			
	Directeur National	1	10.000	60.000
	Superviseurs	5	7.500	225.000
	Chef Dépouilleur	1	4.500	27.000
	dépouilleurs	3	4.000	72.000
	Chauffeurs	2	4.000	48.000
	Secrétaires	2	3.000	36.000
	Secrétaire Auxi.	1	2.500	15.000
	Planton	1	3.000	18.000
	Sous. Total			500.000
1.12	Niveau Régional			
	Superviseurs	8	7.500	360.000
	Equêteur/Coordi.	32	5.000	960.000
	Chauffeurs	6	4.000	144.000
	Sous Total			1.464.000
1.13	Enquêteurs/Observateur	80	2.500	1.000.000
1.14	Irrigués			
	.Enquêteurs	6	12.000X6	606.000
	.Déplacements			288.000
	.Coordinateur	1	2.000X15X4	316.000
	.Superviseurs	5	6.000X15X4	40.000
	.Enquêteurs	8	4.000X15X4	36.000
	.Chauffeurs	2	4.000X15X4	192.000
	Sous Total			48.000
				606.000
1.2	Carburants/Lubrifiants			
	18 motos X 50 L X 6 mois X 100			540.000
	8 Voit. X 1000 L X 2 pass. X 100			1.600.000
	Irrigués			600.000
	Sous Total			2.740.000
1.3	Entretien et réparation			
	*Motos/Autos			1.500.000
	*Fournitures bureau			950.000

*Entretien Micro	150.000
Sous Total	2.600.000
(5) Fonctionnement	8.909.000
2 Formation	
2.1 Formation enq/obser. (2000X80)	160.000
2.2 Récyclage terrain	150.000
Sous Total	310.000
(3). Imprevus	150.000
Total enquête Agricole	9.369.000
II Enquête Suivi Marchés Céréaliers	
18 Enq/Obser. X 2500 X 6 mois	270.000
5 Enq/Contrôl. X 3000 X 6 mois	90.000
Sous Total	360.000
Mission de Coordination	
1 Ingénieur X 15j X3mois X 1000	45.000
1 Chef Service X 15j X3mois X 1500	67.500
1 Chauffeur X 15j X3mois X 600	27.000
Sous Total	139.500
Carburant Supervision	
5 X 150 l X 6 mois X 100	450.000
Fournitures matériels d'enq.	100.000
Total Global	1.049.500
Total Général	10.418.500